

## *Amérique latine : des espaces ruraux entre local et global*

**Martine Guibert, géographe, Professeur des universités**  
**Université Toulouse 2 – Jean Jaurès**

L'aire culturelle latino-américaine, de la très australe Terre de Feu aux confins des États-Unis (voire en leur sein), et en incluant le domaine caribéen, figure parmi les plus grands fournisseurs du marché mondial en biens obtenus à partir de matières premières agricoles, minières ou énergétiques, exploitées dans des espaces ruraux dont les configurations sont diverses (des contrées andines en passant par les immensités des plaines et plateaux au centre de l'Amérique du Sud ou au Nord du Mexique, par exemple). La connexion au monde de ces espaces est sans cesse renouvelée par la co-présence, à l'échelle locale et régionale, de populations rurales ancrées dans les territoires et d'acteurs aux visées économiques de court-terme. Le jeu local-global est exacerbé par la faible régulation publique, les intérêts des acteurs privés et les stratégies de résistance et les formes de résilience dont font preuve les communautés autochtones et les petits producteurs familiaux, souvent touchés par la pauvreté structurelle, les inégalités récurrentes et les conflits liés à l'appropriation des ressources de leurs territoires.

### **1. Les espaces ruraux en définition.**

#### **1.1. Lectures statistiques versus prégnance des relations villes-campagnes**

Comptant 656 millions d'habitants en 2022 (données ONU), l'Amérique latine est considérée comme une région du monde à forte majorité de population urbaine (plus de 80 % en moyenne en 2020). En miroir, le **taux de population rurale** est établi à 18,8 % (soit environ 130 millions de personnes), avec une tendance marquée de rapide diminution depuis plusieurs décennies (cf. Figure 1).

*Figure 1 - Évolution de la part de la population rurale dans la population totale de quelques pays d'Amérique latine*

| <b>% population rurale dans population totale (ordre décroissant)</b> |              |              |              |              |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Pays</b>   | <b>1960</b>  | <b>1980</b>  | <b>2000</b>  | <b>2020</b>  |
| Guatemala   | 68,89        | 61,27        | 54,66        | 48,16        |
| Honduras  | 77,25        | 65,13        | 54,54        | 41,64        |
| Paraguay  | 64,43        | 58,31        | 44,67        | 37,81        |
| Équateur  | 66,12        | 53,04        | 39,70        | 35,83        |
| Bolivie   | 63,23        | 54,55        | 38,21        | 29,87        |
| Cuba  | 41,60        | 31,89        | 24,67        | 22,80        |
| Pérou   | 53,19        | 35,42        | 26,95        | 21,70        |
| Mexique   | 49,24        | 33,66        | 25,27        | 19,27        |
| Costa Rica  | 65,74        | 56,90        | 40,94        | 19,23        |
| <b>Amérique latine et Caraïbe</b>                                     | <b>50,53</b> | <b>35,46</b> | <b>24,52</b> | <b>18,88</b> |
| Colombie  | 53,73        | 36,26        | 26,04        | 18,57        |
| Brésil  | 53,86        | 34,53        | 18,81        | 12,92        |
| Chili   | 32,16        | 18,75        | 13,92        | 12,27        |
| Venezuela   | 38,38        | 20,81        | 12,44        | 11,72        |
| Argentine   | 26,39        | 17,11        | 10,85        | 7,89         |
| Uruguay   | 19,76        | 14,60        | 7,97         | 4,48         |

Source : élaboration personnelle, données de la Banque mondiale

En raisonnant davantage en termes de **pratiques spatiales** circulaires entre lieu de résidence en milieu urbain et lieu de travail en milieu rural, une autre lecture pourrait déterminer une définition plus élargie de la ruralité et des mondes ruraux. Par ailleurs, les milieux ruraux latino-américains restent perçus comme des **espaces de production** (agriculture et élevage), le terme *campo* qui les désigne très souvent

évoquant aussi bien une extension spatiale peu anthropisée, un terrain hors ville ou une parcelle. Entre *campo* et *monte* (zone plus élevée avec une formation arbustive), entre montagnes et plaines, les espaces ruraux sont assimilés à l'activité agro-pastorale dominante, plaçant au second rang, dans les imaginaires collectifs, les autres secteurs productifs et leurs autres fonctions, qu'elles soient environnementales, patrimoniales, paysagères.

En revanche, il est clair que les habitants sont touchés, pour beaucoup d'entre eux, par la **pauvreté**. Si elle a diminué dans les années 2000, grâce à la croissance économique et aux programmes sociaux, passant de 65 % du total de la population rurale en 1990 à 46,7 % en 2014 (chiffres FAO, 2018), elle est ensuite repartie à la hausse. Elle a même bondi en 2020 et 2021 avec la pandémie de Covid-19 ; elle touche à nouveau plus de la moitié des ruraux et est très prégnante dans les pays centraméricains, le Sud du Mexique, ou encore, les régions andines, le Paraguay ou le Nord-Est du Brésil, notamment. La pauvreté monétaire des populations (revenus limités) et la pauvreté multidimensionnelle des espaces ruraux (services déficitaires) contraignent ainsi une grande partie des habitants. Elles n'encouragent pas les jeunes générations à envisager l'avenir sur place et les défis à relever sont considérables en termes d'équipement et de développement des territoires ruraux.

## 1.2. Vivre en milieu rural

Les formes, anciennes ou récentes, d'occupation de l'espace par des populations plurielles, dans des cadres naturels et climatiques très divers, engendrent une mosaïque de territoires ruraux dotés de fonctions socio-spatiales et de modes de gouvernance multiples. Les territoires des populations autochtones (*comunidad indígena*) se distinguent par des droits spécifiques et la gestion collective des terres. Les petits producteurs familiaux vivent sur leurs exploitations agricoles ; d'autres préfèrent habiter en ville, ce qui est généralement le cas des responsables des grandes exploitations agricoles de type entrepreneurial. Sinon, les résidences secondaires (*casa de campo*) sont situées dans des régions rurales bien desservies et connectées à des zones urbaines proches.

Le **manque d'infrastructures et de services de base** est l'une des dimensions de la précarité vécue par les populations rurales. De fait, les petites et moyennes villes polarisent les espaces ruraux en tant que premiers nœuds spatiaux qui regroupent services de base (santé et éducation), lieux administratifs et commerces, et en tant que lieux de mise en marché des productions locales. La ville moyenne et la capitale régionale complètent les offres commerciales et tertiaires.

Cette carence des espaces ruraux en services est parfois la cible de **programmes de développement rural** pris en charge par les municipalités, certains ministères, la coopération internationale ou encore par des mouvements sociaux, suite aux politiques de retrait de l'État et de décentralisation des années 1990. Ces programmes sont centrés sur les acteurs de l'agriculture familiale (peuples autochtones, communautés paysannes, petits et moyens producteurs) pour développer, notamment, les **pratiques agroécologiques** et les démarches de différenciation dans le cadre de circuits courts, du commerce équitable et de systèmes agro-alimentaires localisés (promotion de l'agriculture durable et locale). Des mesures peuvent être destinées à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration des infrastructures, à l'ethnotourisme, à l'artisanat ou au soutien à des projets dirigés par des femmes. Leur co-construction, par et pour les populations locales, est un enjeu majeur pour de réelles retombées positives en leur faveur. Tout comme en Europe, l'offre touristique et ludique, et la valorisation des patrimoines (naturels, paysagers, gastronomiques, culturels) tendent à se développer, en regard d'une **demande croissante de « rural ou de « nature »** de la part des touristes et des populations urbaines moyennes et aisées, qui apprécient, par exemple, les loisirs à la campagne et l'exotisme des faune et flore tropicales préservées dans les parcs naturels ou les aires protégées.

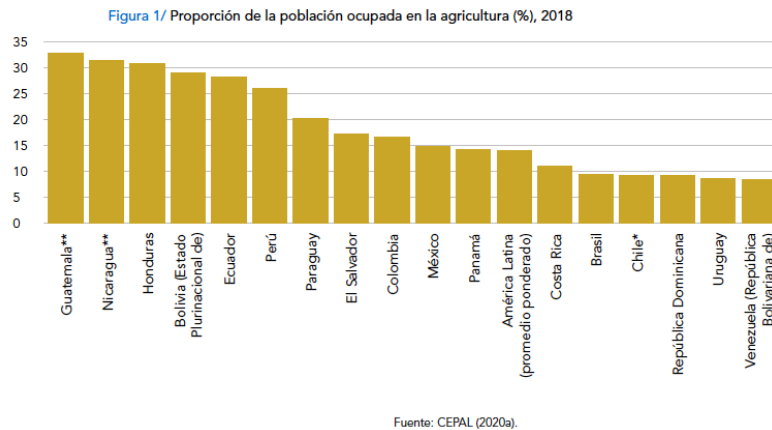
## 2. Produire dans les espaces ruraux

En étant au cœur de l'offre à l'exportation d'un large éventail de matières premières et de l'approvisionnement des marchés nationaux en biens alimentaires et énergétiques, les systèmes productifs situés en milieu rural occupent une place majeure dans les économies nationales latino-américaines. Tous les acteurs n'y participent pas au même niveau et avec la même considération, voire en subissent les impacts les plus négatifs.

### 2.1. L'importance du secteur agro-alimentaire

L'importance des secteurs agricoles et alimentaires dans les économies nationales peut être mesurée par la part de la population agricole dans la population active totale : elle est de 14 % en 2018 pour la région (cf. Figure 2) mais elle atteint plus de 30 % au Guatemala, Nicaragua et Honduras. Avec les emplois connexes et dans les IAA, la proportion est bien plus forte : plus de 20 % en Argentine ou au Brésil.

Figure 2 – Part de population agricole dans la population active totale en 2018



Source : CEPAL, 2020, *Sistemas alimentarios y COVID-19 en América Latina y el Caribe: impacto y riesgos en mercado laboral*, Santiago de Chile, Boletín n°5, 18 p.

Dans les hauts plateaux et vallées des Andes, dans les espaces montagnards de la Méso-Amérique, l'usage vertical de la montagne (étagement) va de pair avec la **gestion communautaire** (*ayllú, ejido*) des parcelles. Également pratiqué dans les territoires indigènes, ce type d'agriculture, peu soutenu par les pouvoirs publics, a plutôt pour débouchés les marchés locaux ; il bénéficie d'un regain d'intérêt par le biais de la valorisation actuelle de l'agroécologie. La moyenne et grande agriculture, pratiquée dans les milieux de plaine (du tempéré au tropical) des Pampas, de l'Est du Paraguay, sur les **fronts agricoles** amazoniens, du Cerrado, du Chaco, etc.), s'insère dans les circuits globalisés. Les producteurs familiaux capitalisés, les grandes entreprises agricoles, les investisseurs nationaux et étrangers, incorporent les dernières innovations à leurs modes de production (semences muta-géniques, génétique animale, automatisation, agriculture connectée, *big data*, etc.). Ils sont intégrés dans les **chaînes globalisées de valeur**, respectent leurs normes et visent les marchés urbains nationaux et le marché mondial.



Photo : champ de soja en semis direct après destruction de la savane arbustive du Cerrado, État du Mato Grosso-Brésil. © Guibert, 2009

L'Amérique latine offre ainsi à l'export une grande variété de biens obtenus sous climat froid à tempéré (céréales et oléo-protéagineux, agro-combustibles, produits de l'élevage, vins, fruits à pépins et à noyau), sub-tropical à tropical (bananes, agrumes et autres fruits, avocat, cacao, café, sucre et alcool), ainsi que des produits spécifiques (de niche) : quinoa, asperge, fleurs coupées, huile et farine de poisson, guano, etc. Les secteurs agricoles et alimentaires contribuent au rééquilibrage des **balances commerciales** dans des proportions conséquentes : environ un tiers en valeur des exportations totales du Brésil, la moitié pour l'Argentine, par exemple. Les partenaires commerciaux sont la **Chine** (principal pays acheteur), l'**Europe**, le Moyen-Orient, l'Asie de l'Est, les États-Unis et le Canada, et les pays de la région. De nombreux accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux scellent les échanges et leurs conditions.

*Photos : bananes dessert d'Équateur dans une superette dans la ville de Paraná-Argentine  
Roses d'Équateur vendues sur le parvis de la gare du Nord, Paris. © Guibert, 2023*



Le développement des productions commerciales et le maintien erratique des agricultures vivrières (parfois en concurrence avec les cultures à des fins illicites comme la coca pour pâte base) ne joue pas en faveur de la **sécurité alimentaire** des populations nationales. La malnutrition ou la sous-nutrition touchent un grand nombre de familles rurales et de populations urbaines défavorisées. Des pays importent une part importante de leur alimentation (exemple du Mexique qui achète, surtout aux États-Unis, soja, produits laitiers, maïs, viande porcine et volaille) ou certains items (achat de blé par le Brésil et les pays d'Amérique centrale et andine). En même temps, l'engouement actuel pour le « bio », le commerce équitable et la recherche d'une **alimentation plus saine** de la part des classes aisées, procurent des opportunités de valorisation directe des productions dans des lieux de consommation diversifiés.

Par ailleurs, si de rares pays présentent des situations apaisées (l'Uruguay, par exemple), aucun n'a résolu la **question foncière** qui se décline actuellement en quatre défis majeurs : la répartition historiquement inégale des terres agricoles que les tentatives de réforme agraire du siècle dernier n'ont pas atténuée et qui a créé des situations d'injustice récurrentes et sans cesse dénoncées ; l'échappatoire de la distribution de terres par le biais des fronts pionniers, qui alimente la dégradation et la destruction des couverts forestiers ; la pression exercée par des producteurs capitalisés à la recherche de terres à louer ou à acheter pour accroître leur production, qui complique l'accès au foncier pour les producteurs démunis ; la désorganisation des marchés fonciers locaux (titres d'enregistrement falsifiés ou inexistant) et la violence dans le cas des appropriations illégales (expulsions, spoliations, morts d'hommes).

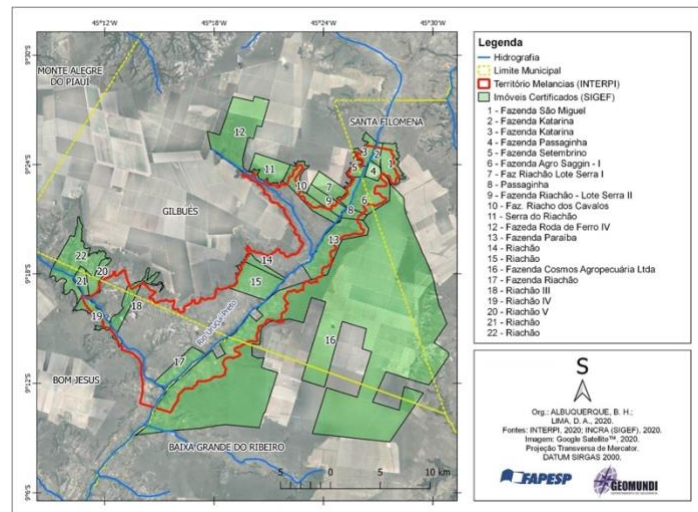
Photos : réunion pour la création d'une zone de terres réservées aux paysans.  
 Zumapaz (près de Bogotá Colombie), © Guibert, 2016



Photos : maison d'un petit producteur ; panneau indiquant une grande propriété.  
 Commune de Melancias, État du Piauí-Brésil. © Guibert, 2019



Superposition des « titres fonciers »  
 Source : Albuquerque, 2019



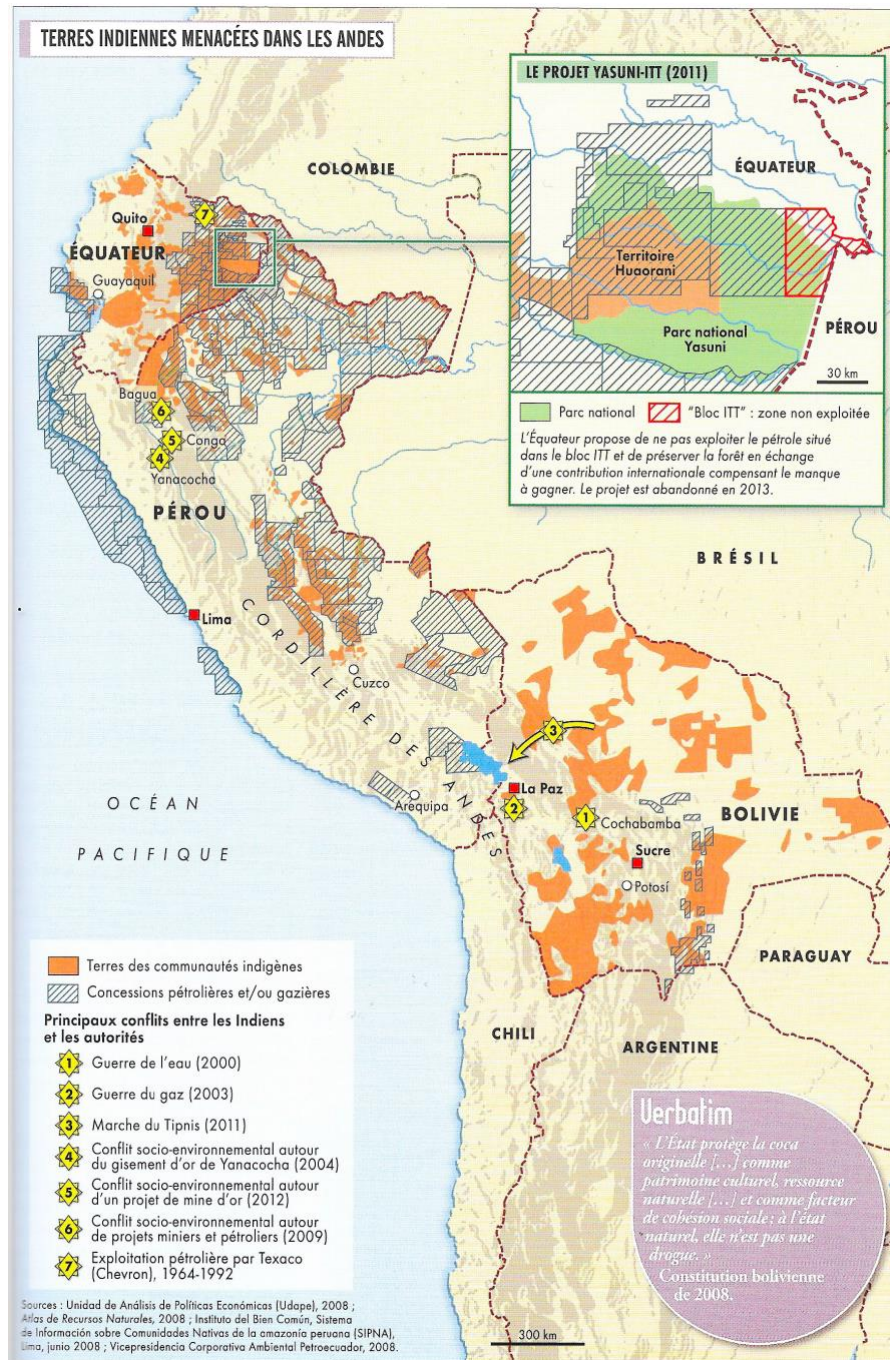
## 2.2 Activités extractives

Les dernières innovations technologiques et la demande internationale accrue suscitent la reprise et l'intensification de l'exploitation de ressources minières (or, argent, zinc, cuivre, lithium, minerai de fer, etc.), des gisements d'hydrocarbures (pétrole et gaz conventionnels et par fracturation hydraulique) et la multiplication des sites de production d'énergie (barrages hydroélectriques, énergie renouvelables). Très souvent localisées dans des régions rurales considérées comme périphériques et/ou faiblement peuplées (au grand dam des habitants présents), ces **enclaves extractives** sont concessionnées par les pouvoirs publics auprès d'entreprises (nationales et étrangères). Localement, il y a peu de retombées en termes de développement : peu d'emplois directs et pérennes, peu d'investissements (malgré la Responsabilité Sociale Environnementale). Au contraire, un certain nombre d'**externalités** négatives sont à noter : expropriation voire expulsion d'habitants, perturbation des activités locales, passages de camions, paysages modifiés, pollution de l'eau et des sols.

Ainsi, les populations rurales pauvres ne sont pas, ou très peu, concernées par ces circuits productifs globalisés. Elles sont très souvent confrontées à la dégradation environnementale, à la confiscation de

leurs ressources et de pans de leurs territoires (par expropriation, déplacements forcés, violences -avec morts de militants et de leaders locaux) et à la criminalisation de leurs actions de résistance (cf. Figure 3). Les peuples autochtones et les petits producteurs opposent des modes de vie plus durables et plus en synergie avec leurs territoires. Leurs actions locales de **reconnaissance de leurs droits** sont reprises dans des réseaux, nationaux et internationaux, de partage de leurs revendications et des informations.

Figure 3 – Les principaux conflits en territoires indigènes



Source : DABÈNE O. et LOUAULT F. 2022, *Atlas de l'Amérique latine*, Paris, Autrement, 96 p.

**En conclusion**, dans les territoires ruraux latino-américains sont présents des acteurs aux stratégies et aux représentations très éloignées les uns des autres : entre entreprises qui développent les activités extractives et les productions agricoles intensives et à grande échelle, de portée globale, et les populations qui veulent préserver des modes de vie plus en adéquation avec les ressources locales, les divergences sont majeures, créant de vives tensions locales ne permettant pas de réduire les inégalités socio-spatiales et socio-économiques récurrentes et peu prises en compte par l'État, inactif ou partial.

De plus, une lecture non exclusivement agricole du développement des territoires ruraux semble aussi nécessaire, d'autant que les populations urbaines affirment leur attachement et leurs pratiques des mondes ruraux synonymes de **patrimoines alimentaires, naturels et culturels**.